

# L'Opposition et la journée de sept heures

## Extrait des contre-thèses de l'Opposition

(Traduit de la Pravda du 17 novembre 1927)

### REMARQUE PRELIMINAIRE INDISPENSABLE

Dans les conditions anormales de développement du Parti, les thèses et en général tous les documents de la minorité du Parti, se publient avant l'ouverture officielle de la discussion précédant le congrès. De son côté, la discussion doit précéder l'élection des membres destinés à former le congrès. Il est inutile de dire que la discussion doit avoir lieu dans des conditions assurant à la masse du Parti la possibilité de discuter largement les questions litigieuses. Même partiellement, aucune de ces conditions n'a été remplie.

a) Les élections des bureaux de cellules, les élections aux conférences de rayon et de district, aux conférences de circonscriptions et de provinces sont effectuées et s'effectuent avant la discussion et sans discussion.

b) De cette façon, le prochain congrès du Parti est immunisé d'avance contre l'influence de la lutte des opinions au sein du Parti. La discussion reste donc sans aucune influence sur le congrès. Autrement dit, on n'attribue à la masse des membres du Parti, au lieu du rôle législatif, que le rôle consultatif.

c) Ainsi organisée, la discussion s'effectue même dans des conditions telles, qu'en revêtant extérieurement des formes d'une acuité exceptionnelle (injures, sifflets, dissolution des assemblées, etc.) elles réduisent au minimum l'importance positive, c'est-à-dire éducative de la discussion. Ceci se rapporte aussi intégralement à la question des thèses.

Les thèses du Comité Central ont été publiées le 25 octobre de cette année. Il nous a été interdit, aux bolcheviks-léninistes (opposition), d'opposer à ces thèses notre plateforme, et au dernier Plénum du Comité Central et de la Commission Centrale de Contrôle réunis, on a rejeté notre proposition de publier en contre-thèses, ne fut-ce que les chapitres de notre plateforme, relatifs aux questions développées dans les thèses du Comité Central. Comme résultat, on voit paraître les contre-thèses de l'opposition trois semaines avant le congrès, c'est-à-dire après que les conférences de la base du Parti ont eu lieu dans le pays entier. Dans les régions lointaines de l'Union, ces contre-thèses seront reçues après le départ de leurs délégués au congrès. Le procédé de préparation purement bureaucratique du XV<sup>e</sup> congrès trouve dans ce fait son expression la plus évidente, la plus éclatante.

Mais les questions capitales de la construction du socialisme convergent toute leur force, indépendamment des méthodes de préparation du congrès. On n'a encore jamais vu, à travers l'histoire, qu'un pur mécanisme d'organisation ait triomphé d'une ligne politique juste. Cette dernière saura toujours se frayer la voie à travers tous les obstacles. Privés de la possibilité d'exercer une influence, en tant que minorité, sur la préparation du XV<sup>e</sup> congrès, sur sa composition et ses décisions futures (ce qui est en contradiction avec les statuts et avec les traditions de notre Parti), nous nous adressons, par nos thèses, à l'opinion publique de notre Parti et avant tout, à son noyau prolétarien.

### VIII. — LA SITUATION DES OUVRIERS

#### ET LE PASSAGE A LA JOURNÉE DE 7 HEURES

Les salaires. — Les plans élaborés pour la période de 5 ans fournissent des solutions différentes quant aux proportions dans lesquelles sera possible une hausse des

salaires au cours des cinq prochaines années, et un accroissement de la productivité du travail. Les thèses du C. C. ne fournissent à ce sujet aucune donnée numérique même approximative, elles se bornent à quelques phrases générales et vides de contenu.

De plus, les questions relatives au travail sont posées d'une façon tout à fait insatisfaisante.

Un plan pour cinq ans doit prévoir une augmentation du salaire réel telle, qu'elle signifierait en pratique une augmentation systématique (et une augmentation importante) au bout de la cinquième année, du niveau matériel de vie de la classe ouvrière. Or, les différents plans pour cinq ans élaborés par le Plan d'Etat (Gosplan) ne donnent aucune garantie d'une sérieuse et réelle amélioration de la vie des ouvriers, et passent complètement sous silence la question si importante de la protection du travail. D'après ces plans, le salaire nominal doit s'accroître au cours de ces cinq années d'environ 33 % (première version), de 26 %, (deuxième version), tandis que le salaire réel doit s'accroître d'environ 50 % (première version) d'environ 40 % (dernière version). De sorte qu'on se propose d'effectuer cette augmentation insuffisante des salaires au moyen de la baisse des prix.

Or, la politique actuelle — la politique de disette de marchandises — rend très douteuse la réalisation d'une importante baisse des prix et par conséquent d'un relèvement réel des salaires. L'échec évident des calculs pour la première année même des cinq ans peut en servir de preuve. On a supposé pour l'année 1927-28 un relèvement de 6,5 % du salaire nominal et de 11 à 12 % du salaire réel. Or, le mouvement des prix ces derniers temps détruit toute hypothèse d'un relèvement réel des salaires.

Entre temps, l'abaissement important du salaire réel commencé en 1926, n'a cessé qu'en 1927. Le salaire mensuel, lors des deux premiers trimestres de l'année économique 1926-27, a été en moyenne dans la grosse industrie, de 30 r. 67 k. et 30 r. 38 k. (en roubles moscovites) contre 29 r. 68 k. pendant l'automne 1925. Dans le 3<sup>e</sup> trimestre, le salaire a été d'après des calculs préliminaires, de 31 r. 62 k. De sorte que le salaire réel de l'année courante ne dépasse que d'une manière insignifiante celui de l'automne de 1925. Il est évident que les salaires et le niveau matériel de vie de certaines catégories d'ouvriers de certaines régions — en premier lieu des capitales Moscou et Léninegrad — est incontestablement supérieur au niveau moyen indiqué. Mais, par contre, le niveau matériel de très larges couches ouvrières est même considérablement inférieur à ces chiffres moyens. Le relèvement des salaires retarde sur l'accroissement de la productivité du travail. La tension du travail augmente et pèse de plus en plus sur les muscles de l'ouvrier. Directement ou indirectement l'entretien des chômeurs entre dans le budget ouvrier. La rationalisation de la production, qui s'effectue en ce moment, aggrave inévitablement la situation de la classe ouvrière dans la mesure où cette rationalisation ne s'accompagne pas d'un développement de l'industrie, des transports, etc., tel, qu'il occuperait les ouvriers éliminés par la rationalisation. La situation matérielle des manœuvres, des travailleurs saisonniers, des femmes et des jeunes, est particulièrement pénible.

En ce qui concerne la question du logement des ouvriers, chaque ouvrier jouit actuellement de neuf arches carrés (1) (voir les chiffres de contrôle du Gos-

(1) L'archine équivaut à 0 m. 71.

plan pour 1926-27). La surface habitée par les ouvriers dans les villes est inférieure à celle habitée par toutes les autres couches de la population, et elle diminue constamment. Ce seul fait témoigne incontestablement d'une pression matérielle croissante des autres classes sur le prolétariat. Ce n'est pas tout : d'après le plan pour cinq ans, publié par le Gosplan, où des dépenses d'environ 700 millions de roubles sont prévues pour la construction de logements, la norme de l'étendue générale habitable sera inférieure à 1926. Donc, avec une dépense d'environ un milliard de roubles prévue par le Plan pour cinq ans du Conseil supérieur d'Economie Nationale, on n'aura fait que conserver au bout de cinq ans, la norme d'habitation des ouvriers existant aujourd'hui. Au lieu d'adopter ces prévisions du Plan d'Etat, ou de les réfuter en indiquant aux dépens de quoi il faut accroître la construction des logements, les thèses du Comité Central se bornent, dans cette douloureuse question, à exprimer des souhaits en vue d'un élargissement de la surface habitable pour les ouvriers. Et elles ne disent pas mot de la façon dont il faut réaliser ces vœux, au rythme actuel de l'industrialisation.

Les thèses étudent d'une façon encore plus inadmissible la question du chômage. Les prédictions du « plan pour 5 ans » du Plan d'Etat au sujet du chômage en 1927, se sont déjà avérées fausses. Au lieu de 1.131.000 chômeurs, chiffre indiqué dans ce plan, nous avions, en avril de cette année, 1.478.000 chômeurs enregistrés, et suivant les données du Plan d'Etat le nombre des chômeurs était, au début de 1927, de 2.275.000, dont 600.000 travailleurs saisonniers (Plan pour cinq ans, publié par le Conseil supérieur de l'Economie Nationale, p. 93).

Suivant les calculs du camarade Stroumiline dans le premier projet du « Plan pour cinq ans », la surpopulation agricole (si l'on compte que l'agriculture englobe 8 millions de travailleurs et que 3 millions partent vers la ville), « ne s'accroîtra pas comparativement à son état actuel ceci dans la meilleure hypothèse ». Plan pour cinq ans du Gosplan (Plan d'Etat), p. 16.) Il s'ensuit que, pour arriver seulement à éviter l'augmentation du nombre actuel de chômeurs à la ville et à la campagne, il faut un développement beaucoup plus rapide de l'industrie que celui qui est prévu dans tous les « plans pour cinq ans » existants.

Le fonctionnement des Caisses d'assurance pour les chômeurs provoque des reproches entièrement justifiés de la part de ces derniers. La valeur moyenne du secours égale environ 5 roubles d'avant-guerre. Ces secours ne touchent qu'environ 20 % des chômeurs, membres des syndicats.

Deux millions de chômeurs dans les villes et un milliard de pouds de stocks de blé non utilisés à la campagne, voilà qui illustre avec une évidence particulière les contradictions devant lesquelles se trouve notre économie, et qui découlent en majeure partie des fautes de la direction actuelle.

Qu'est-ce que le chômage dans une économie étatisée ? Cela signifie avant tout que l'Etat manque de nouveaux moyens de production et d'un capital nouveau.

Et qu'est-ce qu'un milliard de pouds de blé inutilisés ?

C'est un capital mort pour la Société Soviétique, un capital qui se trouve principalement entre les mains des couches aisées (koulaks) de la campagne. 150 millions de pouds de blé, faisant partie d'un demi-milliard de pouds, restant après défalcation de la réserve de garanties, nous auraient fourni de nouveaux moyens de production, pour des centaines de millions de roubles (en calculant ces moyens de production d'après nos prix intérieurs). Cet énorme capital nouveau donnerait la possibilité d'occuper de nombreuses dizaines de milliers d'ouvriers, de jeter sur le marché pour des centaines de millions de nouvelles marchandises, et de donner une puissante impulsion au développement de toute l'économie. Pour sortir de la crise, l'opposition n'hésiterait pas un seul instant à se charger de la réalisation pratique de ce plan qui

est partie intégrante de son programme. Quant à la majorité du Comité central, elle piétine, et elle est astreinte à piétiner sur place, elle s'enlête dans ses fautes et par là elle aggrave les difficultés de la situation présente. Une politique qui prend pour de la « prudence » un misérable piétinement sur place ne vaut rien.

\*\*\*

Dans sa plateforme, l'opposition part d'une idée très simple : pour le succès de la construction socialiste, il faut que la classe ouvrière sente en réalité, de mois en mois, d'année en année, le relèvement de son niveau matériel et culturel, ainsi que l'élargissement de son rôle dans tous les domaines de la puissance constructive et créatrice. C'est pourquoi l'opposition s'est élevée contre les tentatives de réaliser le régime d'économies ou la rationalisation du travail par le moyen d'une pression sur les ouvriers. C'est pourquoi l'opposition a exigé une augmentation plus décisive du salaire de l'ouvrier, ainsi qu'une série d'autres mesures préliminaires au développement des forces productrices.

Le programme des mesures pratiques pour l'amélioration de la situation des ouvriers a été développé dans la plateforme de l'opposition.

Se basant sur ce programme, l'opposition a proposé, lors de la discussion du manifeste du Jubilé, d'élaborer la partie concernant le Travail en se basant sur les propositions pratiques suivantes :

1<sup>o</sup> Supprimer totalement toutes les velléités d'allongement de la journée de travail de huit heures. Supprimer l'abus qui consiste à embaucher une main-d'œuvre temporaire et à assimiler les ouvriers permanents aux ouvriers saisonniers. Annuler toute prolongation de la journée de huit heures dans les corporations où le travail est malsain (cette prolongation étant admise contrairement aux résolutions précédemment adoptées) ;

2<sup>o</sup> Reconnaître comme la tâche la plus immédiate l'augmentation des salaires, cette augmentation devant être au moins en rapport avec l'augmentation de la productivité du travail acquise ;

3<sup>o</sup> Mettre fin aux monstruosités bureaucratiques dans le domaine de la rationalisation. La rationalisation doit être intimement liée au développement correspondant de l'industrie, à un emploi de la main-d'œuvre réglé d'après un plan, ainsi qu'à la lutte contre le gaspillage des forces productrices de la classe ouvrière, en particulier contre le gaspillage des cadres des ouvriers qualifiés ;

4<sup>o</sup> Prendre une série de mesures pour atténuer les conséquences du chômage : augmentation des secours attribués aux chômeurs (et avant tout aux chômeurs industriels) ; prolongation des délais de secours aux chômeurs (ces délais étant portés de 1 an à 1 an 1/2 ; lutte énergique contre l'économie sur les assurances sociales ; plans largement conçus de travaux publics pour un certain nombre d'années, etc.,

5<sup>o</sup> Améliorer d'une façon systématique les conditions d'habitation pour les ouvriers. Réaliser fermement une politique de classe dans la question des logements. Ne pas expulser les ouvriers sans travail des locaux qu'ils occupent ;

6<sup>o</sup> Les contrats collectifs doivent faire l'objet d'une discussion véritable (et non pas apparente), dans les réunions ouvrières ;

7<sup>o</sup> Mettre fin aux modifications continues des normes et des estimations de salaires ;

8<sup>o</sup> Augmenter les sommes attribuées à la sécurité des ouvriers et à l'amélioration des conditions de travail ;

9<sup>o</sup> Réviser toutes les interprétations du code des lois sur le travail, et annuler celles qui ont amené une aggravation des conditions de travail ;

10<sup>o</sup> Appliquer le principe suivant en ce qui concerne le salaire des ouvriers : à travail égal, salaire égal ;